

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 15/01/4.4

SEANCE DU 26 JANVIER 2015

L'AN DEUX MILLE QUINZE ET LE VINGT SIX JANVIER à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	3	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Michel THUILLIER, , Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Nicole BERNARDINI, Monique MACIA, Guy PHILIPPEAUX.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Convention de gestion et de contribution financière entre TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et la commune relative à la mise à disposition de service de la Direction Commune des Services d'Information (DCSI)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la commune a engagé une démarche informatique de modernisation et d'adaptation de ses outils logiciels et matériels.

A cette fin, une acquisition de nouveaux logiciels métiers a été réalisée fin 2014 pour satisfaire notamment à des obligations réglementaires (logiciels finances et GRH).

Au terme de cette première étape, il est apparu opportun, dans une démarche de mutualisation des services, de se rapprocher de la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et en l'espèce de sa Direction Commune des Services d'Information (DCSI).

Monsieur le Maire explique qu'il a été convenu que la Ville, sous conditions financières raisonnables, pouvait s'attacher les services et compétences de l'agglomération et bénéficier de son infrastructure informatique pour l'hébergement notamment de ses logiciels métiers.

Ce rapprochement de moyens, d'objectifs et de compétences ayant abouti, il convient de valider ce principe au moyen d'une convention de gestion et de contribution financière entre la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et la Ville.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la démarche informatique engagée par la Commune,
Considérant les objectifs de mutualisation des services au sein des communes de la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

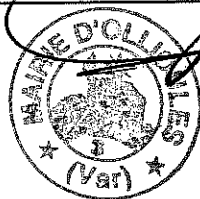
Considérant la compétence acquise par l'agglomération en matière informatique,

Considérant la dimension de l'infrastructure informatique de l'agglomération,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la convention de gestion et de contribution financière annexée entre la Ville et TPM.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Convention de gestion et de contribution financière
entre la Communauté d'Agglomération Toulon Provence
et la commune d'Ollioules
relative à la mise à disposition de services de sa
Direction Commune des Systèmes d'Information**

ENTRE :

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION "TOULON PROVENCE MEDITERRANEE"

Représentée par son Président en exercice, agissant en vertu d'une délibération du Bureau Communautaire N° du

Ci-après dénommée "TPM"

D'une part,

ET :

La COMMUNE D'OLLIOULES

Représenté par son Maire en exercice, Monsieur xxxx, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal N° du

Ci-après dénommé "Commune d'Ollioules"

D'autre part,

Il est convenu de ce qui suit :

Préalablement, il est exposé ce qui suit :

Conscient que la création de services à des fins exclusives et non partagées nuirait à l'efficacité du service public en général et à l'optimisation des ressources financières locales dans leur ensemble, la commune, après réflexion sur les modalités d'organisation des compétences informatiques (externalisées) souhaite, dans une logique de mutualisation des services, s'appuyer sur les moyens internes de la Communauté d'Agglomération dans le cadre d'une mise à disposition.

Cette relation contractuelle s'inscrit dans le cadre de l'article L 5211-4-1 III° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui dispose que «Les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services ». Une convention conclue entre l'établissement public de coopération intercommunale et chaque commune intéressée en fixe les modalités. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par la commune de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Titre I - OBJET ET DUREE

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions par lesquelles TPM met à la disposition de la Commune, pour son fonctionnement général et l'exercice des compétences qui lui sont dévolues, une partie de ses services et des moyens qui y sont rattachés.

Article 2 - Durée

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2015. Elle est conclue pour une durée d'un (1) an.

Titre II - SERVICES DE TPM MIS A DISPOSITION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

Article 3 - Direction Commune des Systèmes d'Information (DCSI)

La DCSI est mise à disposition de la Commune pour les missions définies dans l'annexe ci-jointe.

Chaque agent de la DCSI est susceptible d'intervenir sur une de ces missions. La DCSI détermine la ressource compétente à affecter pour chaque besoin exprimé par la Commune.

Pour les missions nécessitant la vérification d'un service fait par un prestataire de la Commune, l'agent de la DCSI responsable de la mission appose un visa correspondant à la validation technique de la prestation ou livraison, la certification du « service fait » officiel revenant au Directeur Général des Services de la Commune.

Un agent de la Commune est désigné comme point de contact administratif afin de centraliser et coordonner les actions demandées à la DCSI.

Article 4 - Quotités de mise à disposition de la DCSI

La mise à disposition de services de la DCSI de TPM au bénéfice de la Commune ne peut être définie selon une quotité précise mais par une estimation selon le type de prestations considérées.

✓ ***Missions relevant du maintien en condition opérationnelle (MCO)***

Pour les missions définies à l'article 2.1 de l'annexe, relevant du maintien en condition opérationnelle, une contribution forfaitaire est définie en début d'année N.

✓ ***Missions spécifiques réalisées dans le cadre d'un programme de travail prévisionnel***

Un programme de travail prévisionnel pour l'année N est établi pour les missions définies aux articles 2.3 de l'annexe. La contribution financière est calculée par rapport au nombre de Jours / homme prévus et le coût journalier de la ressource (ingénieur / technicien).

Au cours de l'année N, toute nouvelle demande non prévue sera soumise à une étude visant à préciser le besoin, les modalités d'intervention, les charges et planning prévisionnels et une estimation du coût. Toute intervention non prévue sera consignée puis valorisée en début d'année N + 1. Ce document de consignation sera remis à la Direction des Finances pour traitement.

Titre III - RÉGIME JURIDIQUE DE LA MISE A DISPOSITION DE SERVICES

Article 5 - Désignation des référents

TPM fait connaître à la Commune, le nom des agents destinés à intervenir pour son compte dans le cadre des missions du service mis à disposition.

Article 6 - Responsabilité.

Chaque collectivité restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences.

Les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi la Commune assumera seule la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention des services de TPM mis à sa disposition.

De même la Commune conservera la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de ses propres services.

Article 7 - Transfert de l'autorité hiérarchique

Pour l'exercice de leur activité, les agents des services mis à disposition seront placés sous l'autorité du Maire de la Commune.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5721-9 du CGCT, le Maire de la Commune peut adresser directement, aux agents des services mis à la disposition de la Commune, toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches et des missions qu'il confie aux dits services.

Conformément aux dispositions précitées du CGCT, le Maire de la Commune peut déléguer, le cas échéant, sous sa surveillance et responsabilité, par arrêté et dans la limite fixée par le CGCT, délégation de signature aux responsables des services mis à disposition pour l'exécution des missions qu'ils leur confient en application de la présente convention.

Le Maire de la Commune contrôle l'exécution des tâches et missions ainsi confiées aux agents mis à disposition.

Article 8 - Situation des agents mis à disposition

Les agents des services de TPM mis à disposition de la Commune demeurent statutairement employés par TPM, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs. Ils effectuent leur service, pour le compte de la Commune, bénéficiaire de la mise à disposition de services, selon les quotités et les modalités prévues par la présente convention.

Ils tiennent à jour un état récapitulatif précisant, pour chaque service concerné, le temps de travail consacré et la nature des activités effectuées pour le compte de la Commune. Ce tableau est transmis chaque trimestre aux exécutifs respectifs de TPM et de la Commune.

Titre IV - REGIME FINANCIER DE LA MISE A DISPOSITION DE SERVICES

Article 9 - Valorisation financière des charges de fonctionnement des services de la Direction Commune des Systèmes d'Information

Pour l'année 2015, les charges de fonctionnement des services pour la partie mise à disposition de la Commune s'établissent comme suit.

- ✓ **Missions relevant de la mise à disposition d'un hébergement d'applications et de son maintien en condition opérationnelle**

Pour les missions définies à l'article 2.1 de l'annexe, la contribution forfaitaire annuelle pour 2015 est de 800 € HT par serveur virtuel mis à disposition.

- ✓ **Missions spécifiques réalisées dans le cadre d'un programme de travail prévisionnel**

Le programme de travail décrit les travaux à opérer avec indication des charges J/H.

Commentaire [CC1] : Louis, Frédéric : évaluer coût un ou deux ?
Serveurs virtuels / mise à disposition + maintien en condition opérationnelle dont sauvegardes + à vous de voir qu'il convient de faire payer (accès distant de télémaintenance ??)

Le coût journalier d'un ingénieur est de 369 € TTC et celui d'un technicien est de: 246 € TTC.

Programme de travail 2015

Projet Interconnexion Réseau

La fibre optique du réseau Très Haut Débit déployée par la DSP THD83, raccordée au réseau TPM, arrive au niveau de l'Hôtel de Ville d'Ollioules. Pour réaliser l'interconnexion, il faut opérer le raccordement et le paramétrage des équipements actifs de TPM et de la commune d'Ollioules.

Phases	Description sommaire	Ressource Ingénieur	Ressource Technicien
Mise en œuvre connexion au réseau TPM	Raccordement physique (jarretières optiques ou cuivres) Configuration et paramétrage des équipements actifs	1 J/H *	1 J/H *

* sous réserve d'éligibilité des infrastructures réseaux existants de l'Hôtel de Ville d'Ollioules

Projet Hébergement des applications sur un ou plusieurs serveurs virtuels

Le serveur d'applications de la Commune présente de graves dysfonctionnements et des temps de réponse très dégradés. La DCSI propose d'héberger ces applications au sein de son infrastructure informatique sécurisée et sauvegardée.

Phases	Description sommaire	Ressource Ingénieur	Ressource Technicien
Etude technique	L'étude préalable de l'existant permettra de préciser les travaux à effectuer, les achats à faire par la commune, les prestations à faire par la DCSI pour le compte de la Commune. - Identification des applications ou logiciels et bases de données à héberger en priorité - Pré-requis techniques concernant le ou les serveurs virtuels (OS, Bases de	3 j/H	

	<p>données, espaces de stockage etc ...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle de la conformité du parc de PC → livraison d'une note de préconisations avec les coûts associés - Contrôle du plan d'adressage IP des PC et autres périphériques → livraison d'une note de préconisation avec les coûts associés 		
Mise en œuvre	<p>Accessibilité des PC au(x) serveur(s) virtuel(s) et applications hébergés</p> <p>Mise en conformité des PC utilisant les applications métiers concernés par la présente convention.</p>	1 j/H	10 J/H
	Installation et configuration du ou des serveurs virtuels	1 j/H	2 j/H
	Mise en place de l'accès à distance pour la télémaintenance	0.5 j/H	1 j/H
Total		5.5 j/H	13 j/H

Les missions inscrites dans le programme de travail sont évaluées pour l'année 2015 à $[(369 \times 5.5) + (246 \times 13)]$ soit 5227.50 €. Cette évaluation est indicative, la facturation sera calculée sur le réalisé.

La somme indiquée ne comprend pas les besoins apparus en cours d'année et donc non prévus au programme de travail.

Article 10 - Remboursement des charges de fonctionnement des services

La commune s'engage à rembourser à TPM les charges de fonctionnement engendrées par la mise à disposition, à son profit, des services visés à l'Article 9 - de la présente convention.

Titre V - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11 - Modifications éventuelles de la présente convention

Il appartiendra aux deux collectivités de définir les conditions de mise à disposition réciproques à leurs moyens et services, par voie d'avenant à la présente convention, entre autres :

- Si la Commune voit son champ de compétence évoluer.
- Si la Commune se dote de ses propres moyens.
- Il en sera de même pour les dispositions financières.

Article 12 - Résiliation

Une résiliation anticipée de la convention sans indemnité pourra être demandée par chacune des parties, à tout moment et pour quelque motif que ce soit.

Dans l'éventualité où l'une ou l'autre des parties souhaiterait demander cette résiliation, elle aurait à le faire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant que ne prenne effectivement effet cette résiliation.

Aucune autre formalité n'est requise pour la rendre effective.

Article 13 - Contentieux

Toute contestation relative à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera du ressort du Tribunal Administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le

Pour TPM

Pour la Commune
d'Ollioules

Le Président
Hubert FALCO

Le Maire
XXXXXXX

Annexe
à la convention de gestion et de contribution financière
entre la Communauté d'Agglomération Toulon Provence
et la commune d'Ollioules
relative à la mise à disposition de services de sa
Direction Commune des Systèmes d'Information

1. Préambule

La dénomination d'**établissement public** sera utilisée ci-dessous pour désigner **la commune d'Ollioules**.

Afin de garantir les conditions d'intégration technique des infrastructures et pour faciliter la réalisation des missions de la présente convention, l'établissement public se devra de respecter les préconisations de la DCSI concernant :

- Les achats des logiciels et matériels, qui restent à la charge de l'établissement public, et qui devront être validés préalablement par la DCSI.
- Les achats des licences MS Office, les logiciels standards, les licences liées aux besoins de l'établissement public en termes de comptes de messagerie, de licences client « interconnexions de postes informatique au domaine », de licences antivirus, de licences d'archivage de messageries, de licences de systèmes d'exploitation (Windows) ...

La DCSI pourra refuser l'installation d'un matériel et/ou logiciel si ce dernier ne respecte pas les règles en termes de sécurité informatique, d'intégration au système d'information ainsi qu'à l'infrastructure serveurs et réseaux. Idem concernant le non-respect en termes de licences et droits d'usage.

2. Les services relatifs aux infrastructures informatiques et de télécommunications

2.1. Mise à disposition d'infrastructures de TPM avec maintien en condition opérationnelle

TPM met à la disposition de l'établissement public un service d'hébergement de ses applications ~~Améliors de gestion financière et de gestion des ressources humaines.~~

Pour ce faire, plusieurs services d'infrastructures ~~pourront être~~ seront mis à disposition :

- Un/des serveur(s) virtuel(s) sécurisé(s) et sauvegardé(s) pour l'hébergement des applications ;
- Des espaces de stockage sécurisés et sauvegardés
- Une/des instances sur les serveurs de bases de données
- Accès au le réseau d'interconnexion de TPM (entre, entre DCSI et Hôtel de Ville)
- Les dispositifs de sécurité du Système d'information
- Une connexion d'accès à distance type VPN afin de permettre aux prestataires de l'établissement public d'intervenir en télémaintenance.

Mis en forme : Non Surlignage

Mis en forme : Couleur de police : Automatique, Non Surlignage

Mis en forme : Non Surlignage

Mis en forme : Non Surlignage

L'établissement public prend en charge le coût des prestations nécessaires auprès des prestataires habilités à réaliser l'installation et le paramétrage des applications et des bases de données liées dans l'espace d'hébergement mis à disposition.

L'établissement public s'assure de disposer de contrats de maintenance des logiciels hébergés par TPM pour son compte.

2.2. Maintien en condition opérationnelle des infrastructures appartenant à l'établissement public

Ce service n'est pas pris en compte dans la présente convention.

L'établissement public s'assure de disposer de contrats de maintenance sur les matériels et les logiciels structurants de son architecture technique.

2.3. Assistance pour les projets d'infrastructures informatiques, réseaux et télécoms

Ce service n'est pas pris en compte dans la présente convention.

3. Les services relatifs aux aspects administratifs

3.1. Point de contact administratif

L'établissement public indique le nom de la personne qui coordonne tous les aspects administratifs en lien avec la DCSI.

3.2. Marchés publics et conventions

L'établissement public gère ses marchés publics et ses conventions.

3.3. Exécution budgétaire

L'établissement public traite son exécution budgétaire.

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 15/01/4.5

SEANCE DU 26 JANVIER 2015

L'AN DEUX MILLE QUINZE ET LE VINGT SIX JANVIER à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	3	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Michel THUILLIER, , Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Nicole BERNARDINI, Monique MACIA, Guy PHILIPPEAUX.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :	
<u>ABSTENTION(S)</u> :		<u>BLANC(S)</u> :	

OBJET : Mise à disposition des salles municipales dans le cadre des élections politiques en 2015

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'une tarification de location des salles communales aux associations a été fixée par délibération du 29 septembre 2008.

Par délibérations de 2011, 2012 & 2013, il a été admis la gratuité du prêt de ces salles communales dans le cadre des élections cantonales de 2011, présidentielles et législatives de 2012 et municipales et européennes de 2014.

Il convient avec cette délibération complémentaire, d'étendre ce principe pour les prochaines échéances électorales de 2015 (élections départementales et régionales).

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

APPROUVE le principe de la location à titre gratuit des salles communales dans le cadre des échéances électorales de 2015 pour tout groupe qui en fera la demande.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 15/01/5.1

SEANCE DU 26 JANVIER 2015

L'AN DEUX MILLE QUINZE ET LE VINGT SIX JANVIER à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	3	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Michel THUILLIER, , Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Nicole BERNARDINI, Monique MACIA, Guy PHILIPPEAUX.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Assainissement : convention relative au recouvrement de la redevance d'assainissement

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient de se prononcer sur une nouvelle convention concernant Ollioules et l'agglomération TPM pour le recouvrement de la redevance assainissement.

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que la SEERC, notre délégataire du service des eaux, assure pour le compte de TPM (part communautaire) de la SAS Châteaubonne (part transport des eaux usées) et la Compagnie des Eaux et de l'Ozone (part épuration des eaux usées) le recouvrement sur la facture d'eau, de la redevance d'assainissement (les 3 parts).

A ce titre, la présente convention a pour objet de définir les modalités et principes de ce recouvrement.

La commune est sollicitée afin qu'elle donne son accord pour que la SEERC, son délégataire, facture la redevance d'assainissement sur la facture d'eau potable (article 2). Il convient de préciser encore que la commune s'engage à ne pas modifier les conditions de facturation existantes (périodicité, délais de paiement ...).

Monsieur le Maire précise encore que le délégataire de la Ville, la SEERC, pour cette prestation de recouvrement et de reversement de cette redevance d'assainissement est rémunérée par les délégataires transport et épuration (article 9).

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 5 des statuts de la CATPM,

Vu la délibération communale actant le transfert à TPM de la compétence assainissement à compter du 1^{er} janvier 2008,

Vu le contrat de Délégation de Service Public signé en 1991 entre la Ville et la SEERC pour l'alimentation en eau potable de la commune,

Considérant qu'il convient par convention d'assurer les modalités de prise en charge par la SEERC des facturations, encaissement et reversement de la redevance,

Considérant que TPM, la SAS Châteaubanne et la CEO sont parties prenantes à cette convention,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la convention annexée à la présente délibération.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



CONVENTION

**pour le recouvrement de la redevance d'assainissement communautaire
sur le territoire de la commune d'Ollioules**

ENTRE :

La **Communauté d'Agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du 29/09/2014, et ci-après désignée par « la Communauté »,

La **d'Ollioules** représentée par son Maire, Monsieur Robert BENEVENTI, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du, et ci-après désignée par « la Commune »,

La Société SAS Chateaubanne, Concessionnaire de la galerie de transport des eaux usées, représentée par M. Thomas VIEILLES CAZES, agissant en qualité de Président, dûment habilité à cet effet, et ci-après désigné par « le délégataire Transport »,

La **Société d'Equipement et d'Entretien des Réseaux Communaux SEERC** (Société d'Equipement et d'Entretien des Réseaux Communaux), société anonyme au capital de 7.360.000 euros, ayant son siège social au 270, Rue Pierre Duhem – Le Crossroad Bat A BP20008 – Pôle d'activité d'Aix en Provence – 13791 Aix en Provence, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Aix en Provence sous le numéro 601 620 594, représentée par Monsieur Rodolphe LELIEVRE, Directeur Général Délégué, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, et ci-après désignée par « l'Exploitant eau »,

Et la **Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO)**, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 €, dont le siège social est à Paris, 52 rue d'Anjou, Délégué du service d'épuration des eaux usées, représentée par le Directeur du Centre VAR, Monsieur Olivier CAVALLLO, dûment habilité à cet effet, et ci-après désigné par « le délégataire Epuration »,

Article 2

Obligations de la Commune

La Commune donne son accord pour que la facturation de la redevance d'assainissement communautaire (part épuration, part transport et part communautaire) soit effectuée par l'Exploitant eau en même temps que les sommes afférentes à l'eau potable et mandate à cet effet l'Exploitant eau. Ce mandat pourra être résilié dans les conditions de l'Article 10.

En cas de changement d'Exploitant eau, la Commune s'oblige à substituer le nouveau délégataire à l'ancien dans l'exécution de la présente convention dans un délai tel qu'il n'y ait pas d'interruption dans les facturations et les paiements et dans les mêmes conditions financières pour la Communauté et ses délégataires collecte, transport et épuration

Dans tous les cas, un avenant constatera l'adhésion du nouvel exploitant.

En cas de mise en régie ou de reprise en régie par la Commune du service eau potable, la Commune s'engage à se substituer à l'Exploitant eau dans l'exécution de la présente convention et à appliquer des termes et conditions afférents à la facturation, à la périodicité et au recouvrement des redevances eau potable au moins aussi favorables pour les Délégataires d'assainissement et pour la Communauté, que ceux stipulés dans la convention de délégation eau potable précédemment en vigueur (notamment en ce qui concerne les périodicités de facturation et les délais de paiement).

Article 3

Obligations de la Communauté

La Communauté donne son accord pour que la facturation de la redevance d'assainissement communautaire (part épuration, part transport et part communautaire) soit effectuée par l'Exploitant eau en même temps que la facturation des sommes afférentes à l'eau potable

En cas de changement de Délégataire transport ou de Délégataire épuration, ou de délégation de la collecte, la Communauté s'oblige à substituer le nouveau délégataire à l'ancien dans l'exécution de la présente convention.

Dans tous les cas, un avenant constatera l'adhésion du nouveau délégataire.

Article 4

Champ d'application

Toutes les personnes physiques ou morales raccordées au réseau d'assainissement collectif de la Communauté sont assujetties à la redevance d'assainissement communautaire, pour un

nombre de m³ identique à celui facturé au titre du service de distribution d'eau potable, conformément aux dispositions de l'article R 2224-19-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 5

Facturation de la redevance d'assainissement communautaire

La mise à jour des clients redevables est effectuée une fois par semestre :

- Par l'exploitant Eau, pour ce qui concerne les mutations de compteurs pour les usagers assainissement
- Par la Communauté, pour ce qui concerne les nouveaux usagers assainissement,

La transmission des données s'effectuera par fichier électronique sous format Excel ou équivalent.

L'Exploitant eau respectera les dispositions réglementaires en vigueur, relatives à la présentation des factures d'eau et d'assainissement aux usagers.

La redevance d'assainissement communautaire comprend les éléments suivants :

- La rémunération revenant au Délégué épurateur, en application de la convention le liant à la Communauté ;
- La rémunération revenant au Délégué transport, en application de la convention le liant à la Communauté ;
- La part communautaire, due à la Communauté ;
- La Taxe sur la Valeur Ajoutée grevant l'ensemble des éléments précités.

La redevance d'assainissement communautaire ci-dessus visée sera facturée par l'Exploitant eau à l'occasion des facturations qu'il établira en application du contrat de délégation le liant avec la Commune pour la fourniture d'eau potable.

En conséquence, la périodicité de la facturation et de paiement de la redevance d'assainissement communautaire est celle des factures d'eau potable.

Dans la perspective de l'élaboration de ces facturations, l'Exploitant eau communiquera, dans les 15 jours suivant la conclusion de la présente convention, les dates de début et de fin des périodes de facturation au Délégué transport et au Délégué épurateur. En cas de changement des dates de début ou de fin des périodes de facturation, l'Exploitant eau informera le Délégué collecte, le Délégué transport et le Délégué épurateur des nouvelles dates, au moins 45 jours avant la date de début de première période de facturation bénéficiant des nouvelles dates de début et de fin.

La Communauté notifiera, au Délégué épurateur, 15 jours au moins avant les dates du début de ces périodes, le barème à appliquer pour la redevance d'assainissement communautaire en ce qui concerne la part communautaire.

Le Déléataire épuration notifiera à l'Exploitant eau, 15 jours au moins avant les dates du début de ces périodes, le barème à appliquer pour la redevance d'assainissement communautaire en ce qui concerne la part Déléataire épuration et la part communautaire.

Le Déléataire transport notifiera à l'Exploitant eau, 15 jours au moins avant les dates du début de ces périodes, le barème à appliquer pour la redevance d'assainissement communautaire en ce qui concerne la part Déléataire transport.

En l'absence de notification dans les délais ci-dessus définis, le barème retenu pour la facturation sera le dernier barème précédemment notifié.

L'Exploitant eau s'oblige à distinguer la redevance d'assainissement communautaire des autres rubriques de la facture, et fera apparaître clairement sur la facture adressée aux usagers chacun des éléments ci-dessus décrits de cette redevance.

L'Exploitant eau effectuera la facturation de cette redevance à l'ensemble des usagers redevables de la redevance d'assainissement au sens des dispositions réglementaires en vigueur pour l'ensemble des factures émises, par lots ou isolés.

L'Exploitant eau remettra par ailleurs au Déléataire épuration, dans un délai de 15 jours à compter du terme de chaque période de facturation et pour la période considérée, un état sur lequel figureront les éléments suivants :

- Le nombre d'usagers facturés ;
- Le volume soumis à la redevance d'assainissement communautaire ;
- Le tarif unitaire hors taxes de la redevance d'assainissement communautaire, pour ce qui concerne la part Déléataire épuration ;
- Le tarif unitaire hors taxes de la redevance d'assainissement communautaire, pour ce qui concerne la part communautaire ;
- Le montant total hors taxes facturé au titre de la redevance d'assainissement communautaire, pour ce qui concerne la part Déléataire épuration ;
- Le montant de la TVA grevant le montant ci-dessus ;
- Le montant total hors taxes de la redevance assainissement communautaire, pour ce qui concerne la part revenant à la communauté ;
- Le montant de la TVA grevant le montant ci-dessus ;
- La liste des usagers assujettis à la redevance assainissement ;
- La liste des usagers non assujettis à la redevance d'assainissement.

L'Exploitant eau remettra au Déléataire transport, dans un délai de 15 jours à compter du terme de chaque période de facturation et pour la période considérée, un état sur lequel figureront les éléments suivants :

- Le nombre d'usagers facturés ;
- Le volume soumis à la redevance d'assainissement communautaire ;
- Le tarif unitaire hors taxes de la redevance d'assainissement communautaire, pour ce qui concerne la part Déléataire transport ;
- Le montant total hors taxes facturé au titre de la redevance d'assainissement communautaire, pour ce qui concerne la part Déléataire transport ;
- Le montant de la TVA grevant le montant ci-dessus ;
- La liste des usagers assujettis à la redevance assainissement ;
- La liste des usagers non assujettis à la redevance d'assainissement.

L'Exploitant eau transmet dans le même temps l'ensemble de ces informations à la Communauté.

Article 6

Modalités d'encaissement et de reversement

L'Exploitant eau encaisse la redevance d'assainissement communautaire en même temps et dans les mêmes conditions que l'ensemble des autres éléments facturés à travers les factures relatives à la fourniture d'eau.

La redevance ainsi facturée par l'Exploitant eau, déduction faite des créances irrécouvrables constatées, est reversée dans le délai prévu pour le reversement des parts collectivité par la convention de délégation du service des eaux soit, à la date de signature des présentes, 6 mois après la facturation émise au cours du semestre civil précédent:

- Au Délégitaire épuratiun : la rémunération du Délégitaire épuratiun et la TVA correspondante ainsi que la part communautaire et la TVA correspondante.
- Au Délégitaire transport : la rémunération du Délégitaire transport et la TVA correspondante.

Les créances irrécouvrables seront justifiées par un état des sommes non encaissées, établi par l'Exploitant eau et accompagnant le reversement, sur lequel figureront les renseignements suivants :

- Période de facturation ;
- Nom de l'usager ;
- Montant facturé au titre de l'assainissement (selon les cas : part collecte, part épuratiun, part transport et part communautaire) ;
- Motif de la proposition de mise en non-valeur.

L'Exploitant eau tiendra à la disposition des Délégitaires collecte, transport et épuratiun toutes pièces justificatives dont ces derniers désireraient prendre connaissance pour constater le bien-fondé de l'établissement des reversements effectués.

Dans le délai maximal d'un mois à compter de la réception du reversement opéré par l'Exploitant eau :

-Le Délégitaire épuratiun reversera à la Communauté, en même temps que l'état justificatif des créances irrécouvrables, l'intégralité des sommes reçues de l'Exploitant eau, déduction faite de la TVA sur la part communautaire.

-Le Délégitaire transport reversera à la Communauté, en même temps que l'état justificatif des créances irrécouvrables, l'intégralité des sommes reçues de l'Exploitant eau,

Ces derniers reversements seront accompagnés d'un décompte, établi par chacun des Délégitaires transport et épuratiun, de leurs rémunérations respectives TVA incluse.

Dans le délai maximal d'un mois suivant réception de ces derniers reversements, et sur la base des décomptes précités, la Communauté versera à chacun des Délégitaires transport et

épuration les sommes correspondant à leurs rémunérations respectives à hauteur de leurs montants TTC.

Toute somme reversée en retard par rapport aux délais ci-dessus, donnera lieu au paiement d'une pénalité de retard calculée *prorata temporis* de sa date d'exigibilité jusqu'à sa date de paiement effectif égale au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts de retard ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Dans l'hypothèse d'un paiement partiel d'une facture par un usager, il sera alloué au Déléataire transport, au Déléataire épuration, à la Communauté et à l'Exploitant eau une somme correspondant au prorata des sommes qui leur reviennent au titre de la facture concernée.

Les Déléataires transport et épuration disposent de la faculté de recouvrer par les voies qu'ils choisiront les créances constatées comme irrécouvrables par l'Exploitant eau. Au cas où ils parviendraient in fine à recouvrer certaines de ces créances, le montant de ces dernières viendra abonder le reversement effectué à la Communauté, et sera repris à due concurrence des sommes leur revenant dans le décompte suivant.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives à la facturation ou aux consommations de l'assainissement sont instruites et traitées par l'Exploitant eau conformément notamment aux règles légales en la matière.

Les autres réclamations ou demandes d'explications relatives au service de l'assainissement présentées par les clients sont instruites et traitées par les Déléataires transport et épuration. En cas de réception d'une réclamation de ce type par l'Exploitant eau, celui-ci informe le client des coordonnées des Déléataires transport et épuration et transmet sans délai aux Déléataires transport et épuration toutes les correspondances relatives au service de l'assainissement (demandes d'informations, réclamations, contestations...) qui lui sont adressées le cas échéant.

Article 7

Cas particuliers

Pour les usagers alimentés en tout ou partie par une source autre que le réseau public de distribution d'eau potable, l'assiette de la redevance d'assainissement communautaire sera, ainsi que prévu par l'article R 2224-19-4 du CGCT, soit celle mesurée par un compteur installé et entretenu aux frais de l'usager, soit par défaut celle établie sur la base de critères définis par la Communauté.

Dans le premier cas, l'Exploitant eau procédera au relevé du compteur et établira la facturation correspondante.

L'Exploitant eau encaisse également la redevance d'assainissement communautaire auprès des industriels. Cet encaissement intervient selon les modalités fixées dans les conventions de déversement spéciales, qui sont visées par la Communauté.

Les redevances ainsi encaissées par l'Exploitant eau sont reversées selon les modalités visées à l'article 6 ci-dessus.

Les clients mensualisés sont facturés annuellement. Un calcul intermédiaire semestriel intervient en milieu de période annuelle de référence entre deux relèves de compteur et constitue un montant connu qui apparaît ensuite sur la facture annuelle de ces clients. Cette valeur enregistrée est considérée comme un acompte fixe (sans impact d'impayés) qui est dorénavant portée sur le reversement

Article 8

Retards de facturation

L'Exploitant eau n'est pas tenu pour responsable des retards à la facturation ou à l'encaissement qui seraient provoqués par des causes indépendantes de sa gestion propre ; dans ce cas, il n'est pas tenu d'établir une facturation provisoire, ni une facturation spéciale pour la redevance d'assainissement communautaire.

Article 9

Rémunération

En contrepartie des charges qui lui incombent pour assurer la prestation visée par la présente convention, l'Exploitant eau sera rémunéré par le Délégué transport d'une part et par le Délégué épuration d'autre part sur les tarifs de base R_0 , R_{10} et R_{20} , définis selon les conditions économiques du 1^{er} janvier 2014, établis hors taxes et redevances :

$R_0 = 0.92$ € HT par facture émise et calcul intermédiaire (semestriel) des mensualisés qui donne lieu à reversement pour les usagers raccordés au service public de distribution d'eau potable ;

$R_{10} = 6.09$ € HT par facture émise et calcul intermédiaire (semestriel) des mensualisés qui donne lieu à reversement pour les usagers raccordés au service public de distribution d'eau potable ;

$R_{20} = 6.09$ € HT par facture émise et calcul intermédiaire (semestriel) des mensualisés qui donne lieu à reversement pour les usagers raccordés au service public de distribution d'eau potable ;

Les parties conviennent de réviser une fois par an, au 1^{er} janvier, les tarifs de base ci-dessus.

Handwritten signature and initials:
 ↓
 AL
 OC

Si nécessaire, (i) la Commune s'engage à résilier le mandat conféré à l'Exploitant eau aux termes de l'Article 2 et (ii) la Communauté et ses délégataires s'engagent à retirer l'accord donné à l'Exploitant eau mentionné à l'Article 3 ci-dessus et à mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, afin d'éviter toute interruption du service et de la facturation, une facturation de la redevance assainissement indépendamment de la facturation eau, étant précisé que la mise en place de cette facturation indépendante sera sans préjudice des paiements restant à effectuer à cette date.

En cas d'ouverture d'une procédure collective à l'encontre de l'Exploitant eau, la Communauté, le Déléataire transport et le Déléataire épuration s'engagent à mettre en œuvre dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus, une facturation de la redevance assainissement indépendamment de la facturation eau.

Article 11

Modification des termes et conditions de facturation et de recouvrement de la délégation eau potable

La Commune, en tant qu'autorité délégante du service eau potable s'engage à ne pas modifier de manière défavorable pour la Communauté, le Déléataire transport et le Déléataire épuration les termes et conditions afférents à la facturation, à la périodicité, au recouvrement et au reversement des redevances stipulés dans la convention de délégation eau potable (notamment en ce qui concerne les périodicités de facturation, les délais de paiement, et le coût de ces facturations).

Dans l'hypothèse où une nouvelle convention de délégation eau potable serait conclue, la Commune s'engage à ce que les termes et conditions afférents à la facturation, à la périodicité, au recouvrement et au reversement des redevances stipulés dans la nouvelle convention de délégation eau potable soient au moins aussi favorables pour la Communauté, le Déléataire transport et le Déléataire épuration que ceux stipulés dans la convention de délégation eau potable précédemment en vigueur (notamment en ce qui concerne les périodicités de facturation, le coût de la facturation et les délais de paiement).

Article 12

Dispositions diverses

Les signataires de la présente convention s'engagent à procéder aux déclarations et informations requises dans le cadre de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

W
OC PL

Chacun des signataires se réserve la possibilité de vérifier auprès des autres que ces obligations ont bien été remplies.

**Application de la loi Warsmann et du décret d'application n°2012-
1078 du 24 septembre 2012**

Conformément au décret d'application de la Loi « Warsmann », le délégataire Eau, lors de l'étude d'une demande de dégrèvement :

- pour un client remplissant les conditions d'application de la loi, effectue directement le traitement du dossier Eau et/ou Assainissement.
- pour un client ne répondant pas aux critères d'application de la loi, le délégataire Eau rejette avec courrier circonstancié à l'appui, la demande tant pour l'Eau que pour l'Assainissement.
- pour un client ne répondant pas aux critères d'application de la loi, mais dont l'eau consommée n'a pas rejoint le réseau d'eaux usées, le délégataire Eau rejette avec courrier circonstancié à l'appui, la demande pour l'Eau et effectue directement le traitement du dossier Assainissement.
- L'Exploitant eau transmet à la Communauté un état trimestriel des dossiers de dégrèvements traités favorablement sur lequel, le détail des volumes et montants abandonnés pour chaque rubrique assainissement est précisé. Une copie de l'état trimestriel est transmis aux Déléataires transport et épuration.

Article 13

Litiges

En cas de litige concernant les conditions d'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se réunir pour trouver un accord amiable. A défaut d'accord entre les parties, le conflit sera porté devant le tribunal ou les autorités compétentes par la partie la plus diligente.

Article 14

Dispositions antérieures

La présente convention se substituera dès son entrée en vigueur à toutes autres conventions antérieures liant les parties pour un même objet.

Par ailleurs, les parties s'accordent à reconnaître que les dispositions de la présente convention prévalent sur celles, éventuellement différentes, contenues dans les contrats de délégation de service public pouvant lier certaines des parties en présence, pour la gestion des services d'eau des communes ou pour la gestion des services d'assainissement, collecte, transport ou épuration, de la Communauté. Le cas échéant, ces parties conviennent de modifier ultérieurement, en tant que de besoin, le lien les unissant.

Article 15

Entrée en vigueur et durée

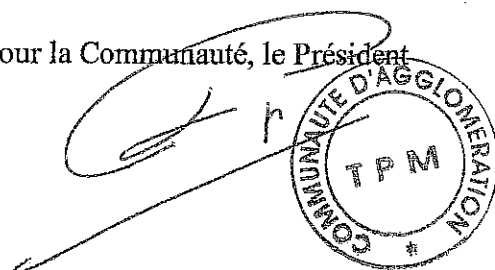
La présente convention entrera en vigueur dès sa notification aux signataires

Elle expirera à la date de fin, normale ou anticipée, de la délégation transport (sans préjudice des paiements restant à effectuer à cette date ou des facturations restant à effectuer *prorata temporis*).

Pour les Déléataires Eau, transport et épuration la présente convention expire à la date de fin de leur contrat de délégation respectif.

Fait à, le

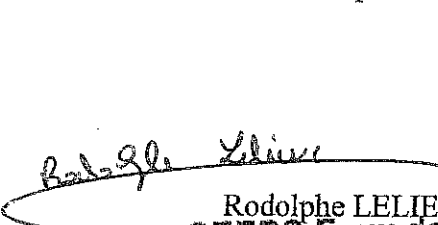
Pour la Communauté, le Président



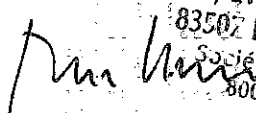
Pour la Commune,

Robert BENEVENTI


Pour l'Exploitant eau


 Rodolphe LELIEVRE
SEERC Eaux de Provence
 Bâtiment A - Le Crossroad
 270 Rue Pierre Duhem - BP 20008
 13791 AIX en PROVENCE Cedex 3
 Tél. 04 42 19 38 80 - Fax 04 42 39 87 06
 SEERC - SAS au capital de 7 360 000 Euros
 RCS Aix-en-Provence 601 620 594 00585

Pour le Déléataire Transport


 CHATEAUBANNE
 674, avenue d'Estienne d'Orves
 83507 La Seyne sur Mer Cedex
 Société par actions simplifiée
 800 045 895 RCS Toulon
 Thomas VIEILLESCAZES

Pour le Déléataire Epuration


 Compagnie des Eaux et de l'Ozone
 Monsieur Olivier CAVALLI